

La solidarité francophone passe par la technologie

Seule la technologie peut concrétiser la solidarité francophone, en opérant le nécessaire rapprochement de populations éparses et la mise en commun de leurs préoccupations.

— BRIAN MULRONEY

GILLES NORMAND

C'est ce qu'a déclaré hier le premier ministre Brian Mulroney, devant les convives du Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM).

« La francophonie sera agissante ou elle ne sera pas », a-t-il renchéri.

M. Mulroney, dont le long exposé portait sur l'attitude du Canada vis-à-vis du Sommet des chefs d'États et de gouvernements de pays francophones, qui se tiendra du 17 au 19 février, à Paris, a dit souhaiter, comme l'avait fait à la fin de janvier son ministre Monique Vézina, que cette rencontre historique favorise une interaction continue entre les pays, et qu'elle donne naissance, enfin, à une sorte de « nouveau club international plus ou moins analogue au Commonwealth ».

Descrivant le Commonwealth comme une organisation pragmatique et flexible, qui constitue pour le Canada un important canal d'expression de sa personnalité internationale, M. Mulroney s'est dit d'avis qu'une appartenance plus vivante à un ensemble représentant la francophonie mondiale permettrait de jouir d'avantages analogues.

Des liens dynamiques

« Notre association à la communauté des peuples francophones offre un moyen d'expression à l'autre grande entité linguistique au Canada et constitue, de ce fait, un autre élément capital de nos relations internationales. À l'instar du Commonwealth, la francophonie peut créer des liens dynamiques entre la quarantaine de pays et d'États qui la composent et avec lesquels nous avons en commun l'usage de la langue française », a précisé le premier ministre.

La vie nationale des Canadiens serait la première à bénéficier d'un sommet fructueux, estime M. Mulroney qui, faisant allusion à la crispation des relations entre Québec et Ottawa

notamment, soutient « avoir engagé l'action de mon gouvernement dans le sens de la réconciliation ».

« Nous poursuivrons cet objectif par l'établissement et la pratique d'un dialogue constant avec les provinces et, notamment, par l'épanouissement du Canada francophone. »

Rôle privilégié du Québec

« On ne peut, bien sûr, parler du Canada francophone sans reconnaître au Québec une place et un rôle privilégiés », a-t-il ajouté, précisant que le Canada participera en force au Sommet francophone, qu'il y sera lui-même présent, accompagné des premiers ministres du Québec et du Nouveau-Brunswick, comme chacun sait.

« Il faut reconnaître que la francophonie a besoin d'une nouvelle impulsion et d'un élargissement de ses perspectives pour porter tous les fruits qu'on peut en attendre (...) pour se montrer à la mesure des défis qu'elle doit relever », a dit le premier ministre, dont le discours a été prononcé devant des représentants du corps diplomatique canadien, l'ambassadeur de France au Canada et devant

le vice-président du sénat français.

Le premier ministre canadien relie l'avenir du monde francophone à sa participation vivante au développement technologique.

Pour lui, les travaux du sommet donneront lieu à des échanges débouchant sur la mise au point de programmes d'action. Ce ne serait pas qu'une affaire de langue.

Technologie et francophonie

Précisant que le Canada s'était vu confier le mandat d'examiner la possibilité de relier les banques de données francophones par un réseau auquel auraient accès les pays membres de la communauté, le premier ministre a ajouté qu'il adresserait aux chefs d'État et de gouvernement des recommandations sur des projets de télécommunications à l'échelle de l'espace francophone. Selon lui, de telles proposi-

tions contribueraient à concrétiser la solidarité entre pays francophones.

« Nous avons le souci de favoriser les échanges non pas seulement au niveau des fonctionnaires et des personnalités politiques, a tenu à souligner M. Mulroney, mais surtout dans la vie quotidienne des hommes, des femmes et des jeunes des pays francophones.

« Ce sera l'apport et l'honneur de la francophonie que de mettre la technologie au service des gens, d'en user comme d'un instrument de renouvellement et d'humanisation de nos sociétés. »

Insistant sur la nécessité d'étouffer tout sentiment d'impuissance ou toute résignation « qui auraient pour effet de réserver à d'autres collectivités ou à d'autres espaces linguistiques l'élaboration de ce que seront la science et la technologie de demain », le premier ministre a dit

que la France et le Canada surtout auront à intensifier leurs efforts en ce sens, pour en faire profiter les pays moins avancés en matière de technologie.

« Ce que les francophones inventeront, les logiciels qu'ils développeront, les technologies qu'ils mettront au point, ils n'auront pas à les traduire. Il leur suffira de les nommer, en

français. Combattre pour la langue française, dans le monde d'aujourd'hui, c'est créer des emplois pour les francophones, assurer leur entrée dans les champs des disciplines et des technologies modernes. Autrement dit, la meilleure défense du français est l'affirmation de sa présence », assure le premier ministre canadien.